

VENTE D'ARMES À L'ARABIE SAOUDITE

"Emmanuel Macron pense tout bas ce que Donald Trump dit tout haut"

En Slovaquie vendredi, Emmanuel Macron a finalement justifié son refus de geler les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. "C'est de la pure démagogie de dire 'il faut arrêter de vendre des armes'. Ça n'a rien à voir avec l'affaire Khashoggi", défend le président de la République. Un discours opposé à celui de la chancelière allemande, Angela Merkel qui compte bloquer les ventes d'armes tant que ne sera pas éclairci l'assassinat du journaliste dissident saoudien. La position d'Emmanuel Macron ne surprend pas Benoît Muracciole. Le président de l'ONG française Aser, née en 2011, dirige une vingtaine d'experts afin de faire respecter le traité de 2014 sur le commerce des armes.

■ Que révèle l'affaire Khashoggi concernant les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite ?

Elle montre la vraie nature du régime saoudien, ses arrestations arbitraires, ses exécutions sommaires, sa pratique de la torture. Ces graves violations des droits de l'Homme mettent en lumière notre travail. Au mois de mai, nous avons saisi le Conseil d'État à propos des

ventes d'armes aux pays violant les droits de l'Homme au Yémen, notamment l'Arabie Saoudite. Le gouvernement français fait l'autruche, même si le tribunal administratif vient de le relancer. L'article 6 du Traité international sur le commerce des armes entré en vigueur en 2014, stipule l'interdiction d'exporter des armes en cas de graves violations.

■ Qu'espérez-vous ?

Un réveil de l'opinion publique sur le fait que la France participe à des crimes de guerre. On voit que ça bouge, ça peut aller vite. Notre ONG et ses équivalents au Canada, en Angleterre et ailleurs font pression sur les gouvernements. Nous commençons à être entendus. En 2016, le ministre des Affaires étrangères avait refusé des ventes de munitions à l'Arabie Saoudite. Mais l'Élysée a finalement passé outre. Un député LREM a demandé récemment une commission d'enquête sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Même dans l'industrie de l'armement, certains tiennent compte du Traité.

■ Mais n'est-ce pas, vu les en-



Benoît Muracciole est président de l'ONG Aser.

(PHOTO DA)

jeux économiques, la bataille du pot de terre contre le pot de fer ?

Les ventes d'armes représentent 80 à 100 milliards d'euros de transactions annuelles dans le monde. Le problème n'est pas le volume, mais la corruption. On sait qu'il y en a eu lors de gros contrats signés avec l'Inde et le Brésil, notamment, pendant le quinquennat Hollande. La France qui est le quatrième plus gros exportateur d'armes au monde, a autorisé pour près de 15 milliards d'euros de contrats avec l'Arabie Saoudite en 2017. Un pays

qui ne fabrique pas d'armes, tout comme le Yémen. On sait que Daech possédait des armes en provenance de France, d'Allemagne et des États-Unis. C'est très difficile de lutter contre cela.

■ Emmanuel Macron peut-il inverser la tendance ?

Macron pense tout bas ce que Trump dit tout haut. On a rencontré certains de ses conseillers à l'Élysée. Des gens respectables, mais pour qui les pressions liées à l'économie et à l'emploi sont primordiales. Là où ils se trompent, c'est que le marché des ventes d'armes peut aussi nous coûter très cher. Le char Leclerc qui marchait mal dans le désert, a réclamé une maintenance faramineuse, allant jusqu'à mettre Giat industrie à genoux financièrement. Notre gouvernement doit aussi réfléchir au fait que le traité sur le commerce des armes intervient si le pays acheteur favorise les armes au détriment de programmes sur l'accès à l'eau, l'éducation ou la pauvreté dans son pays. C'est fondamental.

Propos recueillis par
François TONNEAU